

Le portefeuille d'activités de la GIZ en Algérie

Gestion de l'environnement et développement durable

La GIZ en Algérie

L'Algérie et l'Allemagne ont une longue tradition de coopération. Depuis 1993, la GIZ y est représentée par son propre bureau. La GIZ travaille en Algérie notamment pour le compte du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). A ce jour, la GIZ compte 93 collaborateurs et collaboratrices dans le pays, dont 15 experts et expertes expatriés et une spécialiste intégrée du CIM.

Le défi

L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique et le plus peuplé du Maghreb. Le produit intérieur brut augmente en moyenne de 3% par an, un développement qui (comme celui de l'économie entière) dépend principalement de la production et de l'exportation de pétrole et de gaz naturel. Près de la moitié des 40 millions d'Algériens sont âgés de moins de 25 ans. Le défi majeur à relever en matière de politique économique est la création de suffisamment d'emplois au bénéfice de la population jeune, dont la croissance rapide se poursuit. Les ressources naturelles du pays sont soumises à des pressions de plus en plus fortes en raison de la croissance démographique et économique mais aussi du changement climatique. Ces problématiques se font sentir particulièrement dans le nord du pays, où 68% de la population vivent sur un cinquième du territoire national.

L'approche

L'Algérie, en tant qu'acteur politique et économique majeur, joue dans la région un rôle de précurseur dans diverses thématiques environnementales. La coopération algéro-allemande a pour objectif d'appuyer la mise en œuvre de la législation environnementale très avancée pour la région et de contribuer à une politique intégrée de l'environnement grâce au renforcement des compétences en matière de planification et de coordination intersectorielle.



Le pôle d'intervention environnement

La coopération algéro-allemande se concentre sur la politique environnementale avec des projets dans des domaines tels que la gestion durable des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, la gestion des déchets et la promotion de technologies et d'innovations respectueuses de l'environnement. Leurs résultats contribuent à côté de la protection de l'environnement notamment à l'instauration d'une Economie verte et ainsi à la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Commettants

Le principal commettant de la GIZ est le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). GIZ International Services (InS) travaille également en Algérie pour le compte d'autres clients, tels que l'Union Européenne et des entreprises du secteur privé.

Les programmes en détail

Par la suite seront décrits les projets qui sont mis en œuvre pour le compte du BMZ et d'autres commettants.



Gouvernance environnementale et biodiversité

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	11/2014 – 12/2019
Chef de programme	Rolf Dietmar
Commettant	BMZ (projet bilatéral)

En Algérie, la croissance continue des agglomérations urbaines, l'industrialisation et l'extension des infrastructures entraînent de graves dommages environnementaux et menacent la diversité biologique. La pression sur les écosystèmes et sur la diversité des espèces, spécifiquement dans le nord du pays, augmentera davantage à l'avenir à cause de la croissance démographique et économique et du changement climatique.

Objectif du programme

L'objectif du programme est d'introduire des instruments et approches de gouvernance environnementale destinés à assurer la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité, par exemple par la gestion de zones protégées à l'aide d'approches participatives.

Activités

- Implémentaion d'une gouvernance intersectorielle dans les aires protégées pilotes incluant la société civile
- Amélioration l'organisation et l'utilisation de la base du savoir sur la biodiversité
- Mise en valeur des ressources biologiques locales, rentables, en coopération avec la population rurale
- Sensibilisation de la population rurale sur la protection de la biodiversité et la valeur économique des services écosystémiques

Résultats

- Mise en place du Système d'Information Géographique du Parc National d'El Kala (PNEK) en concertation avec les partenaires locaux
- Mise sur pied, par arrêté ministériel, d'une commission nationale interministérielle chargée du suivi de l'élaboration de référentiels taxonomiques communs
- Identification et caractérisation de 4 écosystèmes assurant 20 services écosystémiques (dont 14 évalués économiquement)
- Organisation de 4 filières de produits: huiles de Pistacia lentiscus (lentisque) et huile et vinaigre d'Opuntia indica (figuier de Barbarie)
- Appui à l'amélioration de la visibilité du PNEK (conception de 6 logos, par voie de concours, pour une nouvelle charte graphique, réalisation de panneaux de signalisation et d'un DVD sur la signalétique des aires protégées)
- Participation de 600 élèves de la wilaya d'El Tarf au concours des meilleurs posters sur la biodiversité du PNEK
- Organisation du meilleur prêche avec 12 imams de la wilaya d'El Tarf formés à la sensibilisation sur la biodiversité

Gestion des déchets et économie circulaire

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	11/2014 – 12/2019
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Commettant	BMZ (projet bilatéral)

En raison de la grande insatisfaction de la population à l'égard de la qualité des services d'enlèvement des ordures dans les agglomérations, le gouvernement algérien accorde une grande importance au thème de la gestion des déchets. Cependant, il manque souvent aux communes les structures et procédés efficaces, afin d'assurer la collecte et le transport des déchets ainsi que le nettoyage des voies publiques et pour y sensibiliser les citoyens et citoyennes. Les administrations régionales et nationales ainsi que les entreprises gestionnaires manquent de capacités humaines, institutionnelles et administratives pour la mise en œuvre d'une gestion des déchets intégrée et créatrice d'emplois. Les régions pilote du projet sont les Wilayas d'Annaba, Sétif et Tlemcen.

Objectif du programme

Amélioration des capacités humaines, institutionnelles et administratives des administrations locales, régionales et nationales ainsi que des entreprises gestionnaires pour la mise en œuvre d'une gestion des déchets intégrée et créatrice d'emplois.

Activités

- Sensibilisation en matière de gestion des déchets ainsi que l'amélioration de la collecte et du transport des déchets ménagers au niveau communal
- Une mise en décharge et un tri des déchets efficaces
- Augmentation du taux de valorisation des déchets
- Amélioration de la formation initiale et continue et des échanges d'expériences dans le secteur de la gestion des déchets

Résultats

- Les capacités administratives pour assurer des services efficaces de gestion des déchets sont améliorées dans 3 communes
- Instauration d'une entreprise intercommunale pour la mutualisation des ressources personnelles et financières de la gestion des déchets
- Un centre d'enfouissement technique modèle fonctionnant efficacement, comprenant un site de décharge et une installation de tri, sert de centre de référence pour la formation continue des acteurs participant à la gestion des déchets dans d'autres régions
- Analyse approfondie du droit algérien de l'environnement concernant l'introduction d'une responsabilité élargie du producteur

Adaptation au changement climatique

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	10/2014 – 07/2018
Chef de programme	Charlotte Siegerstetter
Committant	BMZ (projet bilatéral)

L'Algérie est de plus en plus affectée par les conséquences du changement climatique. Cela concerne en particulier le nord du pays, une étroite bande côtière sur laquelle se concentre la majeure partie de la population, de la production agricole et de l'industrie. Les températures moyennes augmentent ainsi que le nombre des événements climatiques et météorologiques extrêmes, tels que sécheresses, pluies diluviennes et tempêtes. L'Algérie a adopté plusieurs stratégies et programmes pour faire face au défi climatique. Cependant, le thème du climat n'est pas encore suffisamment intégré sur le plan politique dans certains secteurs, tels que l'agriculture.

Objectif du programme

Le programme contribue à ce que l'importance du changement climatique se reflète dans les politiques sectorielles adoptées et dans la planification du développement au niveau national et local en Algérie. De plus, il soutient les acteurs du Ministère des Ressources en Eau et de l'Environnement actifs dans ce domaine à mieux accomplir leurs missions et sensibilise la population sur les mesures à appliquer en matière de lutte contre le changement climatique.

Activités

- Formations pour l'intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles et la planification du développement
- Analyses de risque et vulnérabilité (ARV) dans les secteurs les plus vulnérables
- Mesures pilote d'adaptation au changement climatique au niveau local
- Constitution d'un pool d'experts issus de la politique, du secteur privé, de la recherche scientifique ainsi que de la société civile
- Développement d'approches pédagogiques et de méthodes en matière de changement climatique

Résultats

- Renforcement des capacités des membres du Comité National Climat, avec un accent particulier sur les aspects financiers internationaux
- Partenariats multi-sectoriels (eau, agriculture, industrie,...)
- Pérennisation de la prise de conscience sur la question du changement climatique au niveau institutionnel ainsi qu'au sein de la société civile



Plateforme de dialogue locale pour la promotion du développement économique de Sétif

Partenaire politique	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales (MICL)
Durée	04/2016 – 12/2017
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Committant	BMZ (Fonds de Gouvernance)

La Wilaya de Sétif a 1,5 millions d'habitants, dont 300.000 vivent dans la ville de Sétif. En tant que pôle économique important, on y trouve des entreprises de nombreux secteurs. Contrairement à d'autres régions en Algérie, l'économie locale est dominée par des PME qui offrent de multiples opportunités d'emploi. Dans le cadre d'un projet antérieur a été établi en 2012 un réseau public-privé qui a accompagné de diverses activités pour la promotion du secteur du plastique local. Son instauration a généré une dynamique qui a poussé ses membres à réclamer l'établissement d'une plateforme de dialogue pour le développement de l'économie locale.

Objectif du programme

L'objectif de la plateforme de dialogue à Sétif est l'amélioration de la performance de structures étatiques avec la participation du secteur privé et d'acteurs de la société civile afin de renforcer la compétitivité du pôle économique de Sétif et de ses secteurs clé.

Soutien concernant la mise en oeuvre des conventions internationales sur les produits chimiques

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	12/2015 – 12/2017
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Committant	BMZ (Fonds de Gouvernance)

Avec la ratification des trois conventions internationales dans le cluster « produits chimiques / déchets » (Bâle, Rotterdam, Stockholm), les trois pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) se sont engagés vers leur mise en oeuvre pratique dans le but d'une gestion durable de produits chimiques pour la protection de l'environnement et de la santé humaine. Jusqu'à maintenant, la mise en oeuvre pratique de la Convention de Stockholm en Algérie et dans la région en général n'a pas avancé de manière satisfaisante. Des connaissances limitées des besoins de mise en oeuvre, un manque de ressources financières et humaines ainsi qu'une capacité d'action politique faible des institutions responsables à l'échelle nationale forment un cadre institutionnel faible pour la mise en pratique de la convention.

Objectif du programme

Les conditions cadres structurelles et institutionnelles pour la mise en oeuvre pratique de la Convention de Stockholm ainsi que pour une gestion durable des produits chimiques sont renforcées dans la région commençant par l'Algérie comme pays phare

Renforcement de l'impact d'associations environnementales grâce à une utilisation optimisée des maisons de l'environnement en Algérie

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	08/2016– 12/2017
Chef de programme	Rolf Dietmar
Commettant	BMZ (Fonds de Gouvernance)

Depuis 2006 ont été instituées 26 maisons de l'environnement pour le compte du gouvernement algérien. Leur raison d'être est l'information et la sensibilisation en matière de questions environnementales. Malgré la disponibilité des infrastructures et du personnel, les maisons de l'environnement ne sont pour l'instant pas en mesure d'organiser suffisamment d'activités, de gagner en visibilité et d'attirer notamment la jeune population ainsi que des acteurs de la société civile et associations environnementales grâce à des offres intéressantes et pertinentes (p.ex. : thématiques environnementales actuelles, développement de projets, campagnes de sensibilisation etc.).

Objectif du programme

Grâce à des meilleures prestations de service des maisons de l'environnement des Wilayas pilote Annaba et El Tarf, le projet soutient d'abord la qualité et l'impact du travail des associations environnementales dans ces Wilayas. Par la suite ces expériences seront transmises aux autres maisons de l'environnement du pays dans le cadre de forums d'échanges.

Coopération régionale dans le secteur de l'eau au Maghreb (siège du projet: Tunisie)

Partenaire politique	Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)
Durée	09/2013 – 06/2018
Chef de programme	Maria Ana Rodriguez
Commettant	BMZ (projet régional)

Les ressources en eau disponibles au Maghreb peuvent de moins en moins répondre à une demande croissante. La croissance démographique, l'augmentation de la production agricole, le développement industriel et le tourisme engendrent un besoin qui est de plus en plus difficile à satisfaire. De nombreux pays de la région ont épuisé leur potentiel de mobilisation de nouvelles ressources en eau. Dans ce contexte les États nord-africains souhaitent aujourd'hui explorer de nouvelles approches et se sont engagés à mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Objectif du programme

Les institutions spécialisées dans la gestion durable des ressources en eau au Maghreb voient leurs compétences, leurs ressources et leur efficacité renforcées. Elles valorisent les expériences et les méthodes de la région pour mettre en œuvre la gestion intégrée des ressources en eau.

Appui à l'Université panafricaine de l'Union africaine - Création de l'Institut des Sciences de l'Eau et de l'Energie (et du Changement Climatique) – Tlemcen (siège du projet: Ethiopie)

Partenaire politique	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
Durée	07/2011 – 12/2018
Chef de programme	Karen Hauff
Commettant	BMZ (projet régional)

L'Afrique ne dispose pas encore d'un enseignement supérieur de haut niveau qui propose des formations de troisième cycle conformes aux normes internationales et mène des études de recherche appliquée dans les domaines de l'énergie, de l'eau et du changement climatique. Il en résulte que, souvent, le personnel n'est pas suffisamment qualifié, que les scientifiques africains ne peuvent pas approfondir des questions complexes vitales pour l'avenir et que le transfert de connaissances est limité. En 2008, la Commission de l'Union africaine a décidé de créer une université panafricaine (UPA) dont un campus se trouve à Tlemcen.

Objectif du programme

L'Institut de l'Université panafricaine pour les Sciences de l'Eau, de l'Energie et du Changement Climatique (PAUWES) contribue au développement durable de l'Afrique.

Promotion du rôle des femmes au Maghreb (siège du projet: Algérie)

Partenaire politique	Ministères partenaires des projets de la Coopération allemande en Algérie, Tunisie et au Maroc
Durée	11/2013 – 12/2019
Chef de programme	Susanne Wahl, Jana Wegmann
Commettant	BMZ (projet régional)

Les gouvernements de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont ratifié la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils se sont engagés à éliminer la discrimination sexuelle et à assurer la participation des femmes à toutes les sphères sociales en toute égalité. Malgré les progrès importants obtenus au cours des dernières années - notamment dans le domaine de l'éducation -, il reste beaucoup à faire pour assurer une véritable égalité des chances entre les femmes et les hommes. En Algérie, au Maroc et en Tunisie, il est fréquent que les femmes soient encore nettement défavorisées par rapport aux hommes. Ainsi, elles accèdent moins facilement au marché du travail et sont moins impliquées dans les processus de décision politique.

Objectif du programme

La participation des femmes en toute égalité est renforcée dans les pôles prioritaires de la coopération allemande au développement en Algérie, au Maroc et en Tunisie (p.ex.: eau, développement économique durable et l'environnement).

Coopération municipale au Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc)

Partenaire politique	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville (MHUV), Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales (MICL)
Durée	01/2015 – 06/2018
Chef de programme	Meinolf Spiekermann
Committant	BMZ (projet régional)

La pauvreté, la pénurie de logements, les habitats informels, les risques écologiques et les problèmes sociaux déterminent le quotidien dans les grandes villes. Avec des taux d'accroissement avoisinant les 3 % par an et plus, la population aura doublé dans 30 ans environ. Actuellement, près de la moitié de la population a moins de 24 ans. Dans le cadre des processus de réforme actuels, les communes en particulier font face à de fortes attentes. Or, les compétences et ressources des communes ne sont pas encore suffisamment développées pour pouvoir assumer pleinement des tâches toujours plus diversifiées et urgentes, et pour répondre aux fortes attentes des populations.

Objectif du programme

Les communes du Maghreb sont renforcées dans leur rôle d'acteurs du développement durable. Elles exercent leurs fonctions avec toujours plus d'efficacité et d'efficience.

Soutien à la mise en œuvre du Partenariat Énergétique Algéro-Allemand

Partenaire politique	Ministère de l'Énergie
Durée	01/2016 – 12/2018
Chef de programme	Torsten Fritsche (Projet global) Rebekka Hilz (Composante Algérie)
Committant	Bundesministerium für Wirtschaft und Energie (BMWi)

Le projet „Conseil et appui aux partenariats énergétiques bilatéraux avec les pays émergents et en voies de développement“ soutient le BMWi dans réalisation des partenariats énergétiques avec un certain nombre de partenaires stratégiques de l'Allemagne.

Le secteur énergétique de l'Algérie est actuellement caractérisé par une forte dépendance des sources d'énergie fossiles. Afin de diversifier le mix énergétique et de contribuer à la diversification de l'économie locale, le gouvernement algérien a commencé de planifier des investissements importants dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le pays fait ainsi face au défi de la réalisation de sa transition énergétique, le plus rapidement et au moindre coût possible, tout en assurant sa sécurité énergétique. Ainsi, les axes prioritaires du partenariat énergétique sont le développement des énergies renouvelables et leur intégration au réseau ainsi que l'augmentation de l'efficacité énergétique.

Objectif du programme (composante Algérie)

Les relations politiques et économiques dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Allemagne sont renforcées. Les acteurs de la transition énergétique algérienne bénéficient des expériences et de l'expertise de la transition énergétique allemande, afin d'optimiser leur cheminement vers un approvisionnement en énergie sûre et durable.

H'lib Dzair – Renforcement de la chaîne de valeur de l'économie laitière locale

Durée	10/2014 – 12/2020
Chef de programme	Hélène Picart
Committant	Fonds Ecosystème de Danone – Danone Djurdjura Algérie, Mise en œuvre par GIZ InS

En Algérie, la consommation de lait et produits laitiers a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, mais elle n'a pas été suivie par la production laitière locale en amont. Par conséquent, plus de la moitié des besoins nationaux en lait sont couverts par l'importation de lait en poudre. Par ailleurs, plus de 90% des élevages laitiers en Algérie sont des élevages de subsistance avec moins de 10 vaches ce qui limite fortement leur productivité et rentabilité. Par ailleurs ils sont fortement exposés à l'évolution des coûts des intrants. En outre, les connaissances et les compétences des éleveurs sont limitées pour la conduite et le développement de leur exploitation. Il en résulte une forte saisonnalité de la production de lait frais, une qualité insuffisante et une importante instabilité de l'ensemble de la chaîne de valeur laitière.

Objectif du programme

L'objectif du programme est de soutenir la structuration de la production laitière au niveau local et régional afin de renforcer la durabilité de la chaîne de valeur et lutter contre la vulnérabilité des petits éleveurs, pour doubler leur production à l'horizon 2020. Pour cela, le projet vise l'amélioration des compétences des petits éleveurs et de leur productivité, le renforcement de la chaîne de froid, la production locale d'alimentation de bétail, la structuration et l'interconnexion des différents acteurs autour des hubs laitiers multi-services en favorisant une économie circulaire.

Programme d'Appui Jeunesse-Emploi

Partenaire politique	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS)
Durée	01/2016 – 06/2018
Chef de programme	Ludovic Gelin, Eric Lavendhomme
Committant	UE, Mise en œuvre par GIZ InS

Le cadre de coopération Union européenne-Algérie cible les thématiques liées au marché du travail et de l'emploi comme l'un des axes prioritaires. Par ailleurs, la préoccupation actuelle du gouvernement algérien est de renforcer la coordination intersectorielle et donc l'efficience de l'opérationnalisation des politiques en faveur de la jeunesse en vue de la mobilisation de celle-ci.

Objectif du programme

L'objectif général du Programme d'Appui Jeunesse-Emploi (PAJE) est d'accompagner le gouvernement algérien dans sa politique nationale en faveur de la jeunesse et pour l'employabilité et l'insertion des jeunes, ainsi que les efforts de la société civile pour une meilleure prise en compte des jeunes dans la société. Il s'agit d'accompagner aussi bien les dispositifs centraux que locaux dans quatre wilayas pilotes (Annaba, Béchar, Khenchela, Oran).

La GIZ – Un partenaire innovant pour répondre aux défis mondiaux de l’avenir

Une expertise régionale reconnue, une haute compétence technique et des connaissances managériales éprouvées dans la pratique forment l’ossature de la vaste gamme de services de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. En tant qu’entreprise du gouvernement de la République fédérale d’Allemagne, la GIZ offre à ses clients et commettants des solutions viables, durables et efficaces pour mener à bien des processus de changement politique, économique et social.

Une grande partie des marchés que nous exécutons nous sont attribués par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Par ailleurs, la GIZ intervient aussi pour d’autres ministères fédéraux ainsi que pour des commettants et clients publics et privés, notamment les gouvernements d’autres pays, des institutions de l’Union Européenne, dont la Commission européenne, de même que les Nations Unies et la Banque Mondiale. Nous aidons tout aussi intensivement nos clients du secteur privé à concrétiser leurs objectifs.

La GIZ est active dans plus de 130 pays à travers le monde. En République fédérale d’Allemagne, elle est présente dans presque tous les Länder et son siège social est à Bonn et à Eschborn. La GIZ emploie de par le monde 16.510 collaboratrices et collaborateurs, dont près de 70% font partie du personnel national recruté sur place.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de l’entreprise:
Bonn und Eschborn, Allemagne

GIZ Algérie
Directrice résidente: Susanne Wahl
39, rue Mohamed Khoudi
El Biar, Alger, Algérie
T +213 (0) 21 92 09 88/89
F +213 (0) 21 92 09 90
giz-algerie@giz.de
www.giz.de/algerie

Rédaction & Conception

Susanne Wahl, Simon Haefner

Mise à jour

10/17

La GIZ est responsable du contenu de cette publication

En partenariat avec

Ministère de l’Environnement et des Energies renouvelables (MEER)

Ministère de l’Industrie et des Mines (MIM)

Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Locales (MICL)

Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS)

Ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville (MHUV),

Mandaté par le

Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)

Division

Afrique du Nord, Politique de la Méditerranée et d’Afrique du Nord

Adresses postales des deux sièges du Ministère

BMZ Bonn
Dahlmannstraße 4
53113 Bonn
T +49 (0)228 99 535-0
F +49 (0)228 99 535-3500

BMZ Berlin
Stresemannstraße 94
10963 Berlin
F +49 (0)30 18 535-2501
T +49 (0)30 18 535-0

poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de